

Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe
Conférence suisse des institutions d'action sociale
Conferenza svizzera delle istituzioni dell'azione sociale
Conferenza svizra da l'agid sozial

SKOS
CSIAS
COSAS



1905-2005 **100 JAHRE ANS ANNI**

Conférence de presse "Pour une Conférence nationale Suisse sur la pauvreté" 18 mars 2005

Prise de position de la CSIAS

La lutte contre la pauvreté est toujours marquée par des différences considérables entre les cantons. L'étude CSIAS intitulée „La couverture du minimum vital dans le fédéralisme en Suisse“ l'a démontré clairement. Une conférence nationale sur la pauvreté à laquelle tous les acteurs concernés seraient conviés pourrait contribuer à l'harmonisation des prestations. En effet, il semble difficile à comprendre pourquoi, par exemple, une famille à faible revenu avec deux enfants dispose d'un montant mensuel inférieur de plus de 1000 francs à un endroit qu'à un autre chef-lieu cantonal de Suisse. Par ailleurs, ces différences ne sont même pas systématiques, ne correspondant donc souvent pas à une politique délibérée, mais variant de manière quasi aléatoire en fonction de la composition du ménage et/ou du salaire supplémentaire.

Ainsi, une conférence nationale sur la pauvreté pourrait contribuer à l'harmonisation des pratiques et des prestations et à une réflexion à ce sujet. Mais elle serait également utile en vue de l'échange des expériences pratiques faites dans les cantons, les villes et les communes. C'est précisément dans le contexte des mesures d'intégration, demandées désormais de toutes parts, qu'un échange d'expériences, notamment sur les analyses d'efficacité des pratiques adoptées, serait hautement souhaitable. Or, à ce niveau là, ce n'est pas seulement l'aide sociale qui est interpellée, mais également l'assurance invalidité – rappelons la 5ème révision de l'AI – et, bien entendu, l'assurance chômage. La collaboration entre ces instances qui, tout en ayant fait des progrès réjouissants ces derniers temps, peut et doit toujours être intensifiée, est désignée aujourd'hui par le terme Collaboration interinstitutionnelle CII.

L'une des difficultés de cette collaboration réside dans le fait que les différents prestataires appartiennent à différents échelons étatiques: Confédération, cantons et/ou communes. Cela implique également que la tenue régulière d'une conférence nationale sur la pauvreté pourrait contribuer à nourrir la discussion sur les rôles, les fonctions et les responsabilités des différents échelons étatiques – Confédération, cantons, villes et communes – dans le domaine de la lutte contre la pauvreté: quelles formes de collaboration sont nécessaires, réalisables et efficaces? Cela pourrait également contribuer à une augmentation des prestations, voire, le cas échéant, à la baisse des coûts tant revendiquée, et empêcher ainsi que cette dernière ne soit discutée qu'en relation avec une éventuelle baisse des prestations accordées aux bénéficiaires.

Contact:

Ueli Tecklenburg, secrétaire général CSIAS

031 326 19 19 / tecklenburg@skos.ch

Conférence de presse "Pour une Conférence nationale Suisse sur la pauvreté"

Prise de position de Caritas Suisse

Même dans un pays riche comme la Suisse, la pauvreté n'est plus un problème marginal. De plus en plus de personnes savent par leur propre expérience ce que cela veut dire d'être pauvre. Quelques données à ce sujet:

- Selon les chiffres les plus récents de l'Office fédéral de la statistique plus de 500'000 personnes vivent dans des ménages de working-poor, dont plus que 233'000 enfants.
- Les chiffres de l'Initiative des Villes montrent, que le nombre des dossiers de assistance sociale augmente depuis des années, avec une récente augmentation annuelle de 10%. Entre-temps déjà plus de 300'000 personnes dépendent de l'aide financière du service sociale, parmi eux beaucoup de jeunes adultes.
- Le Programme national de recherche PNR 45 "Problèmes de l'Etat social Suisse" vient d'être achevé. La conclusion des diverses études: l'intégration au marché de travail par les moyens disponibles aujourd'hui a de moins en moins de succès. Il faut de nouvelles mesures pour garantir les moyens d'existence et pour l'intégration professionnelle et sociale.
- L'aide individuelle de Caritas est de plus en plus sollicitée. Le chiffre d'affaires des seize épiceries Caritas, qui vendent des produits quotidiens à prix bas a augmenté considérablement.

Ces données montrent clairement: La Suisse a un problème sociale grave: la pauvreté!

Pour cette raison Caritas Suisse soutient la création d'une Conférence nationale sur la pauvreté. Ainsi un lieu est créé pour l'analyse des développements sociaux et la négociation de nouvelles stratégies d'intégration sociale.

Selon Caritas Suisse, la base de discussion pour une telle Conférence nationale sur la pauvreté ayant lieu à intervalles réguliers, devrait être un rapport sur la pauvreté et la richesse englobant le savoir actuel sur les causes et les raisons de l'inégalité sociale. Sur cette base un plan nationale d'action pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale peut être développé, comme le montre l'exemple des pays de l' UE qui le font depuis quelques temps en intégrant tous les acteurs sociaux importants. La mise en œuvre de ce plan doit être placée sous la surveillance de la Conférence nationale sur la pauvreté rassemblant tous les forces et responsables concernés.

Toni Hodel, directeur

Caritas Bern, Eigerplatz 5, 3000 Bern 14

031 / 378 60 00 / 06

Conférence de presse du 18 mars 2005

**Postulat au Conseil national demandant une Conférence nationale sur la pauvreté :
« Parlez avec nous, pas sur nous ! »**

ATD Quart Monde rassemble des personnes et familles en grande pauvreté, ainsi d'autres citoyens qui se mettent à leurs côtés. Ensemble, ils appellent à l'engagement de tous pour bâtir une société sans exclusion, une société dans laquelle la dignité et les droits fondamentaux de tous sont reconnus, sans exception. Ensemble, ils développent des projets visant au dialogue entre des personnes de milieux et de responsabilités variés. Ces projets favorisent l'expression des plus pauvres, la reconnaissance de l'apport de chacun, la participation à la culture et à la création artistique, l'engagement de tous à partir de l'expérience des plus pauvres.

ATD Quart Monde a participé activement à la première conférence nationale sur la pauvreté, en mai 2003 avec une délégation de personnes engagées dont certaines vivent dans la grande pauvreté. Il a obtenu que cette Conférence propose au Conseil fédéral l'élaboration d'un Plan national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette proposition a été reprise dès la session parlementaire de juin 2003, dans un postulat, dont le conseiller national Paul Rechsteiner est l'auteur.

Partout dans le monde, un accent majeur de toute politique est mis sur la participation des populations concernées. C'est ainsi que les conclusions du Sommet de Copenhague sur le développement social (1995), les Objectifs de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale adoptés en 2000 par l'Union européenne, les recommandations du Conseil de l'Europe rappellent que les autorités nationales et locales, les associations, les services sociaux doivent privilégier l'expression et la participation des populations qui vivent dans la pauvreté et l'exclusion sociale. Actuellement en Suisse, plusieurs actions locales ou nationales, menées par des associations différentes (dont ATD Quart Monde), mettent en valeur les capacités de dialogue et l'expérience des personnes et familles en grande pauvreté.

Pourtant, au niveau national, il n'existe pas de cadre dans lequel enraciner cette participation dans la durée. La préparation et la tenue régulière d'une Conférence nationale sur la pauvreté peut être un tel cadre, permettant ainsi un dialogue régulier des autorités, des parlementaires, des fonctionnaires, des associations, des scientifiques, des travailleurs sociaux avec les personnes concernées. Le texte du postulat déposé ce jour-ci sur cette question souligne que cette participation « *serait un point essentiel de la démarche, pour modifier la façon d'appréhender le phénomène et de concevoir des actes politiques* ». Introduire les nouveaux partenaires que sont les plus pauvres, nous oblige à les considérer comme des personnes qui sans cesse luttent contre cette pauvreté et cette exclusion sociale qu'ils subissent. Comme des personnes dont l'expérience est indispensable si l'on veut éradiquer la pauvreté.

« *Parlez avec nous, pas sur nous* » nous disent-ils. Pour répondre à cette attente, la préparation et la tenue de conférences nationales ou l'élaboration d'un Plan national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sont une chance à saisir pour tous.

ATD Vierte Welt - ATD Quart Monde - 1733 Treyvaux - Tel. 026 413 11 66 - Fax 026 413 11 60
vierte-welt@bluewin.ch - quart-monde@bluewin.ch - www.vierte-welt.ch - www.quart-monde.ch



Conférence de presse "Pour une Conférence nationale Suisse sur la pauvreté"

Prise de position EPER

L'EPER est l'œuvre d'entraide des Eglises protestantes de Suisse. Elle s'engage pour que chaque être humain ait accès à une vie digne et sûre du point de vue social, économique et politique.

Une personne pauvre ne manque pas seulement d'argent. Elle est aussi exclue de la vie sociale et rencontre des difficultés à trouver un logement ou un emploi. Cette exclusion engendre un sentiment de dévalorisation et mène à l'isolement. Les personnes dans cette situation mènent une vie précaire et ont de la peine à réaliser leurs buts dans la vie. Le manque d'argent ne leur permet pas de s'offrir des activités de loisirs ce qui contribue encore à leur exclusion.

En Suisse, l'EPER s'engage de différentes manières dans la lutte contre la pauvreté. A Genève, elle travaille avec des femmes sans-papiers latino-américaines. Lors de «permanences volantes», ces femmes apprennent à s'exprimer, à défendre leurs droits et gagnent ainsi confiance en elles. Dans le canton de Vaud, l'EPER propose le service «Chèques-emploi» qui permet de lutter contre le travail au noir et qui améliore les conditions de travail des personnes actives dans les emplois de proximité. A Zurich, elle propose à des chômeurs longue durée de s'engager à temps partiel pour des travaux d'utilité publique. Dans les cantons de Bâle et d'Argovie, l'EPER aide des personnes précarisées à mieux gérer des difficultés de vie (maladie psychique, toxicodépendance, réinsertion après la prison).

Pour accomplir ses objectifs, l'EPER travaille en réseau avec des organisations partenaires. C'est pourquoi elle soutient le dépôt d'un postulat au Conseil national, visant à organiser une conférence nationale sur la pauvreté. Les mesures et stratégies pour lutter contre ce fléau doivent être élaborées conjointement par les milieux politiques, économiques, scientifiques et les autorités. Il est également indispensable que les personnes concernées soient associées aux discussions qui mèneront à la mise en place de stratégies et d'évaluations.

La pauvreté n'est pas une faute. Malgré l'existence du filet social, la maladie, un accident, la perte d'un emploi ou un divorce peuvent entraîner les personnes vivant dans notre pays dans la précarité et les empêcher de vivre dignement.

Pour toute information complémentaire :

Marianne Tellenbach, responsable de la communication EPER

Tél. direct 021 613 40 80, mobile 079 541 66 70, e-mail : tellenbach@hekseper.ch



Schweizerisches Arbeiterhilfswerk **SAH**
Œuvre suisse d'entraide ouvrière **OSEO**
Soccorso operaio svizzero **SOS**

Conférence de presse du 18 mars 2005: postulat pour une Conférence nationale sur la pauvreté

La pauvreté doit être mise à l'agenda politique de la Suisse

L'OSEO mène depuis plusieurs années de grandes campagnes sur le thème de la pauvreté, qui reste un tabou. Il n'y a toujours pas de statistique pour l'ensemble de la Suisse permettant de savoir combien de personnes sont touchées par la pauvreté. L'OSEO exige donc une évaluation régulière de tous les aspects de la pauvreté de manière à ce que l'on puisse prendre des mesures adéquates pour la combattre. Elle soutient donc le postulat déposé au Conseil national demandant la mise sur pied d'une Conférence nationale sur la pauvreté.

La pauvreté est une réalité en Suisse, même si elle y est souvent discrète, contrairement aux pays du sud par exemple. L'enquête sur la répartition du bien-être du Département fédéral des finances de juin 2004 montre que l'écart se creuse entre les pauvres et les plus aisés. Ainsi, entre 1990 et 1998, les revenus du quart de la population suisse la plus pauvre ont baissé de 8,5%, alors que le dixième le plus riche a vu ses revenus augmenter de 7,5%. Ce même quart de la population la plus pauvre a vu la part du budget du ménage de ses impôts augmenter de 20 à 24%.

Les familles monoparentales et les familles de trois enfants ou plus sont particulièrement touchées. Cela signifie que de nombreux enfants et jeunes vivent dans la pauvreté et que leur avenir est incertain, voire précaire.

La pauvreté n'est pas seulement un problème financier. Les personnes touchées ont très peu de chances de se former ou de faire une formation continue, leur logement est souvent de mauvaise qualité et leur santé tant physique que psychique s'en ressent. Les personnes pauvres sont souvent isolées et ne peuvent pas participer à la vie sociale quotidienne normale. Le chômage croissant des jeunes est en partie le résultat de telles situations car les jeunes manquent du soutien nécessaire de leur entourage pour entrer de plein pied dans le monde du travail.

Tant qu'il n'y aura pas d'analyse et de données fondamentales sur ce problème il sera impossible de prendre des mesures efficaces à long terme. La pauvreté ne doit donc pas rester un thème marginal mais bel et bien être mise dans la liste des priorités sur l'agenda politique.

Il faut impérativement un plan d'action voulu par le politique et mis en œuvre par les autorités et les institutions sociales pour combattre de manière concertée et efficace la pauvreté ; on court sinon le risque d'un désastre social. Le postulat demandant une Conférence nationale sur la pauvreté une fois par législature est un important premier pas que l'OSEO salue et soutient.

Contact OSEO

Marianne Roth, tél 044 444 19 44, marianne.roth@sah.ch

Les dons sont les bienvenus sur le CP 10-14739-9

www.oseo.ch

L'Œuvre suisse d'entraide OSEO est l'une des grandes œuvres d'entraide suisses. En Suisse elle propose des programmes pour les personnes au chômage, en fin de droits ainsi que pour les réfugiés et les immigrants. A l'étranger, elle est active dans la coopération au développement et l'aide humanitaire.

Œuvre suisse d'entraide ouvrière **OSEO**, Av. Warney 10, CP 1151, 1001 Lausanne; T 021 601 21 61, F 021 601 21 69; info@oseo.ch